

ASSISES TRANSFRONTALIÈRES DES ÉLUS DU GRAND GENÈVE

17 NOVEMBRE 2022 à SAINT-JULIEN-EN-GÉNEVOIS



DÉMOCRATIE ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE:

comment mobiliser,
dans toute sa diversité,
l'ensemble du territoire
du Grand Genève sur les
grands défis de la transition
écologique en y associant
utilement les citoyennes
et les citoyens ?

SOMMAIRE

- 3 LES ENJEUX DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET LE DÉFI DE LA PARTICIPATION CITOYENNE
- 8 LES INSPIRATIONS
- 11 TABLE RONDE ET QUESTIONS DU PUBLIC
- 13 SYNTHÈSE DES ASSISES
- 14 QUELQUES RESSOURCES COMPLÉMENTAIRES

ORGANISÉ PAR:

**GENEVOIS
FRANÇAIS** Pôle
métropolitain



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE
GRAND CONSEIL

POST TENEBRAS LUX



Accueil et mots de bienvenue



**Véronique
LECAUCHOIS,**
Maire de Saint-
Julien-en-Genevois



Céline ZUBER-ROY,
Première
vice-présidente du
Grand Conseil du
Canton de Genève



Séverine EVEQUOZ,
Présidente du Grand
Conseil du Canton
de Vaud



Christian DUPESSEY,
Président du Pôle
métropolitain du
Genevois français

Cette édition 2022 des Assises transfrontalières des élus du Grand Genève a été introduite par Madame **Véronique Lecauchois**, maire de Saint-Julien-en-Genevois, qui a remercié et salué les nombreux participants. Elle a également rappelé son attachement au Grand Genève ainsi que l'importance que revêtaient à ses yeux les enjeux de la transition écologique et de la participation citoyenne, sujets de cette édition.

Les trois co-présidents de ces Assises transfrontalières se sont ensuite succédé pour remercier à leur tour les personnes présentes d'être venues en nombre, après deux années durant lesquelles l'évènement a dû être annulé à cause de la pandémie de Covid-19. Ils ont chacun rappelé à leur manière l'importance d'un dialogue régulier entre élus à cette échelle transfrontalière du Grand Genève, en particulier lorsqu'il s'agit d'envisager le défi de la transition. Une transformation dont chacun a souligné qu'elle ne pourra se concrétiser sans une implication pleine et entière des citoyens.

Christian Dupessey a par exemple comparé les instances politiques et administratives du Grand Genève à un squelette, aujourd'hui solide, mais auquel il faut à présent donner de la chair, grâce à l'implication concrète des citoyens dans des projets qui seront amenés à changer leur quotidien.

En s'appuyant sur l'exemple de l'initiative populaire visant à inscrire la protection du climat et de la biodiversité dans la constitution du Canton de Vaud, **Séverine Evéquoz** a rappelé que les citoyens étaient aujourd'hui en attente d'une transformation écologique de la société, mais aussi des institutions.

Partageant ce constat, **Céline Zuber-Roy** s'est également interrogée sur les difficultés auxquelles les élus risquaient d'être confrontés à l'avenir entre, d'un côté, une urgence écologique qui invite à des actions rapides et, de l'autre, des exigences de participation citoyenne et démocratique qui, de leur côté, prennent du temps.

Autant de pistes de réflexion qui ont permis d'introduire le sujet de ces Assises: les enjeux de la transition écologique face au défi de la participation citoyenne.

Les enjeux de la transition écologique et le défi de la participation citoyenne

CAMILLE GILLOOTS

| Cheffe de projet au Centre de Compétences en Durabilité de l'Université de Lausanne

« Tout l'enjeu pour nos sociétés consiste à trouver notre place entre un plafond écologique et un plancher social »

Les enjeux environnementaux comme l'eau ou l'énergie se sont invités dans les politiques publiques depuis de longues années. Ce n'est que plus récemment, avec la prise en compte d'enjeux plus globaux comme le climat ou la biodiversité, que les notions d'écologie et de transition se sont imposées dans les débats, avec des outils politiques qui se sont développés en parallèle pour tenter de relever ces défis.



La transition doit s'opérer en respectant un plafond écologique, dessiné par les limites planétaires, et un plancher social, qui contient les besoins nécessaires au bien-être de chaque individu.

La transition est une transformation profonde, qui peut prendre plusieurs chemins. Elle nécessite de ce fait une vision partagée et des outils adaptés: autrement dit, une stratégie. Le monde académique peut aider



les acteurs publics à hiérarchiser les enjeux et à y voir plus clair sur les chemins à prendre. C'est notamment ce que l'Université de Lausanne et son Centre de compétences en durabilité ont proposé au Grand Genève, dans le cadre de la démarche PACTE Grand Genève en transition, en utilisant le modèle du Donut: un outil qui peut servir à la fois de boussole et de baromètre sur le sentier non balisé de la transition.

Le modèle du Donut a été proposé par l'économiste Kate Raworth en partant du constat que l'écosystème terrestre comporte certaines limites écologiques planétaires qui, si elles sont dépassées, remettent en cause son habitabilité pour l'homme. Ces

limites, qui concernent par exemple la biodiversité, le climat ou encore l'acidification des océans, forment un « plafond écologique » qu'il convient de ne pas dépasser. Dans le même temps, il faut bien entendu répondre aux besoins de chacun, qui forment une sorte de « plancher social » indispensable au bien-être de toute société humaine – par exemple, il s'agit d'assurer à tout un chacun l'accès à une eau et une alimentation de qualité, à l'éducation ou encore aux soins. En représentant ce plancher et ce plafond en deux cercles concentriques, se dessine l'image d'un « Donut ». Tout l'enjeu pour nos sociétés consiste à trouver notre place dans cet espace.

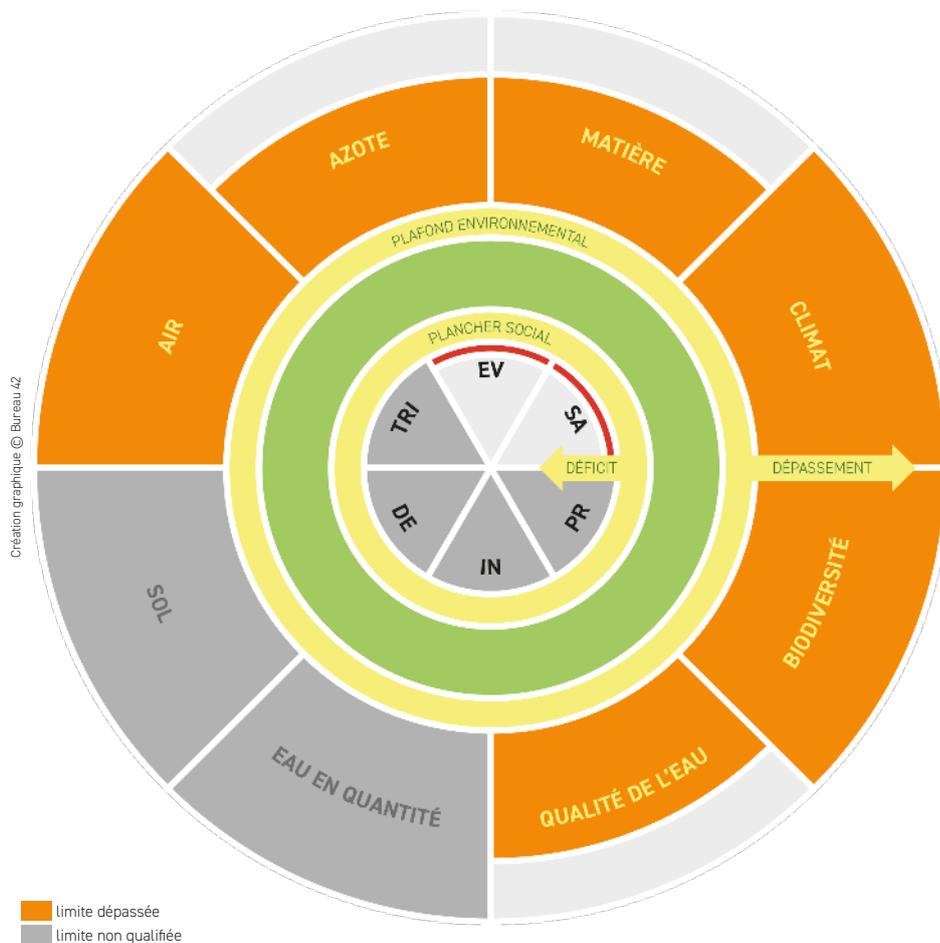


Le Grand Genève remplit largement les objectifs du plancher social, mais il dépasse de beaucoup le plafond écologique des limites planétaires. Nous devons réduire fortement notre empreinte matérielle et nos émissions de gaz à effet de serre.

Le modèle du Donut peut servir de boussole, dans le sens où il nous donne une idée de la direction à prendre pour transformer la société vers un modèle soutenable. Mais il peut aussi servir de baromètre, car il permet de positionner un territoire sur la trajectoire de la transition, et d'ainsi mesurer les efforts qui restent à faire.

Le travail réalisé pour le Grand Genève a montré que, malgré des inégalités assez marquées, le territoire remplit largement les objectifs exigés par le plancher social du Donut. En revanche, les grands genevois ont un impact environnemental très élevé, qui dépasse de beaucoup le plafond écologique incarné par les limites planétaires. Ce diagnostic permet de fixer des objectifs précis et ambitieux en termes de transition écologique: il s'agit en particulier de réduire drastiquement notre empreinte matérielle (la diviser par cinq à l'horizon 2050) et nos émissions de gaz à effet de serre (les diviser par dix). Le tout, bien entendu, en maintenant un

Figure 1 - Donut du Grand Genève selon l'état des indicateurs de transition écologique en 2021 - C. Gilloots, V.Rey (UNIL - Centre de compétences en durabilité)



■ limite dépassée
■ limite non qualifiée

Azote	pertes d'azote dans les milieux naturels (directs et indirects)
Matière	empreinte matérielle (ressources non renouvelables et biomasse)
Climat	émission de gaz à effet de serre (directes et indirectes)
Biodiversité	part des espèces menacées et éteintes localement
Eau (qualité)	qualité biologique et physico-chimique des cours d'eau et des lacs
Eau (quantité)	part de l'eau disponible consommée
Sol	part de sol fonctionnel (perméable, non contaminé, non surexploité)

Air	part de la population surexposée à la pollution de l'air (seuils OMS 2021)
EV	espérance de vie en bonne santé à la naissance
SA	état de santé auto-évalué
PR	indice de précarité globale
IN	inclusion sociale ressentie
DE	démocratie ressentie
TRI	travail forcé et travail des enfants importés

plancher social minimum assurant le bien-être de tous les habitants du territoire.

Toutefois, si le modèle académique du Donut permet de préciser le diagnostic et les objectifs à atteindre, il ne donne pas de solutions clé en main pour le processus de transition. Ce travail reste bien entendu celui du monde politique, qui doit à présent s'appropriier l'outil scientifique et proposer aux citoyens

– ou avec les citoyens des cheminements possibles pour diriger le Grand Genève vers le Donut.

POUR ALLER PLUS LOIN

➤ Gilloots C, Rey V, 2022. *Le Donut du Grand Genève, une boussole pour la stratégie de transition écologique du territoire* (le titre en italique). Centre de compétences en durabilité, Université de Lausanne

➤ Raworth K., 2020. *La théorie du Donut*, J'ai Lu, Paris.

➤ [Projet PACTE Grand Genève en transition](#)



ANTONIO HODGERS

Président du Grand Genève,
Conseiller d'État de la République et Canton de Genève

« Il n'y a pas de projet politique commun possible sans espoir »

Le défi climatique est immense et la gouvernance mondiale inadaptée : ce sont donc aux élus locaux et régionaux de trouver des solutions.

Le défi de la transition est difficile à expliquer. Mais la réponse à apporter est plus compliquée encore. Les tensions qui se sont révélées à l'occasion de la COP27 le montrent une fois de plus : le défi climatique est gigantesque et nous invite à nous poser la question suivante : « Comment peut-on manger un éléphant ? » La réponse est évidente : « Morceau par morceau ! » Les événements de ces derniers mois nous montrent par ailleurs que les logiques étatiques sont de plus en plus conflictuelles et tournées vers les intérêts de court terme. Dans ce contexte, la gouvernance

mondiale n'est pas la mieux adaptée pour résoudre les enjeux colossaux de la transition écologique. Au contraire, une récente enquête menée sur le Grand Genève montre que les citoyens attendent beaucoup des communes et intercommunalités : les élus locaux et régionaux ont donc un rôle central à jouer. Au niveau des territoires, nous parvenons à être à hauteur des citoyens, à redonner du sens à l'action et à la transition, en faisant comprendre à nos concitoyens que chacun doit prendre sa part à l'action. Morceau par morceau.

Pour vous, quelles sont les institutions de référence pour vous accompagner dans la transition écologique ?

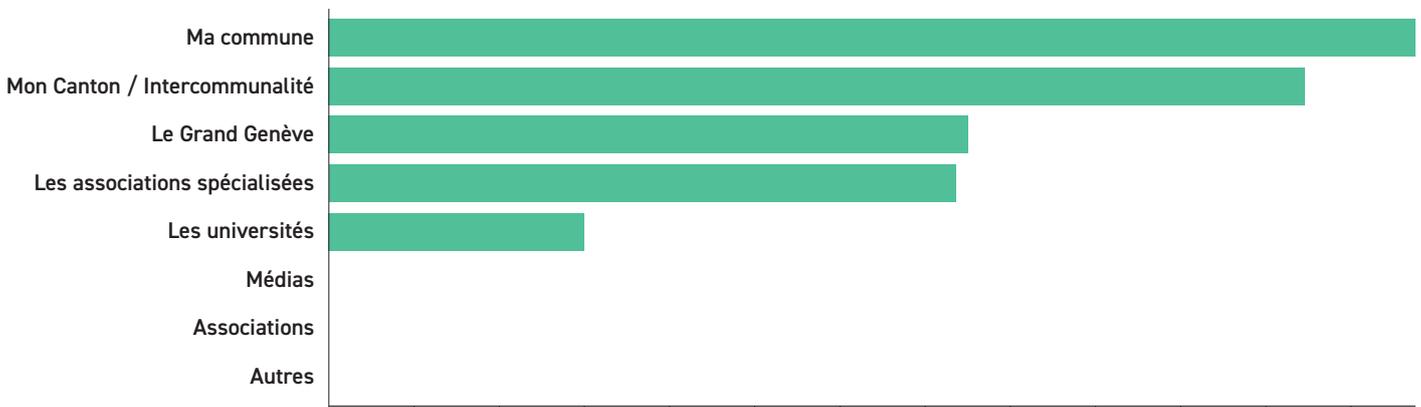


Figure 2: Enquête citoyenne « Demain c'est aujourd'hui ? » diffusée du 5 mai au 31 octobre sur le Grand Genève - 2558 réponses

Aujourd'hui, trois quarts des jeunes se déclarent éco-anxieux, c'est-à-dire qu'ils sont persuadés que l'avenir sera pire que le présent, à cause de la dégradation de l'environnement mondial. C'est un défi démocratique majeur : il faut redonner un futur et un es-

poir à cette jeunesse désespérée par l'état de la planète, car il n'y a pas de projet politique commun possible sans espoir. Or pour mobiliser, il faut donner envie. Nous ne pourrions pas mener à bien la transition en forçant la population.



Le rôle des élus est de redonner espoir face à ce défi colossal, en inventant un récit qui soit source de mobilisation et d'envie, et non seulement de contraintes. Il en va de la survie de la démocratie.

C'est une difficulté importante, car nous savons qu'il faut aller vite, et nous savons également que cette urgence n'est pas toujours compatible avec le rythme démocratique. Mais c'est à nous autres, élus, de relayer auprès de la population ce que nous disent les scientifiques. Nous savons ce qu'il faut faire pour atteindre la neutralité carbone. Mais nous ne le faisons pas, ou pas suffisamment. Il faut reconnaître que, aujourd'hui, l'objectif à atteindre peut paraître trop ambitieux : nous devons diviser par dix nos émissions de gaz à effet de serre. C'est impressionnant. Mais demain, ce sera la norme. Et si cela suppose des contraintes aujourd'hui, il faut également imaginer qu'une fois que nous y serons parvenus, la société se portera beaucoup mieux : nous serons plus heureux et plus prospères qu'aujourd'hui. C'est aux élus d'inventer ce récit, de montrer que la résolution de la crise écologique est la clé : si nous n'engageons pas la transition,

nous ne parviendrons pas à éviter les autres crises – énergétiques, économiques, diplomatiques, sociales – qui sont en réalité les pires ennemies de nos démocraties.

Derrière l'enjeu écologique, il y a donc un enjeu de réenchanter la démocratie. En tant qu'élus, nous devons fournir des espaces démocratiques et donner des grandes orientations qui montrent la voie à suivre. C'est ce que nous devons réussir à l'échelle du Grand Genève.

POUR ALLER PLUS LOIN :

➤ Le site Internet du Grand Genève en transition :

grand-geneve-en-transition.org

➤ Les résultats de l'enquête citoyenne « [Demain c'est aujourd'hui?](#) »



JEAN-FRANÇOIS CARON

Fondateur de la fabrique des transitions
maire de la Ville de Loos-en-Gohelle

« Le véritable changement passe par l'action »

Jean-François Caron a participé à élaborer un référentiel de la concertation citoyenne qui est le fruit d'un long engagement, débuté lorsqu'il a été élu maire de Loos-en-Gohelle, il y a plus de vingt ans. Il a alors dû engager sa collectivité dans une transition sans véritablement avoir le choix, puisque cette commune du nord de la France était alors confrontée

à la fermeture des mines et à la fin du charbon, qui ne laissaient entrevoir que des perspectives d'avenir sombres. Ce contexte difficile a été l'occasion de changer d'imaginaire, notamment autour de l'idée de développement, pour envisager un avenir qui ne soit plus fondé sur le « toujours plus », mais sur le « mieux ». L'implication citoyenne est alors apparue comme une question centrale dans la manière de faire de la politique en situation de

crise. Mais le contexte que nous connaissons aujourd'hui rend cette tâche très difficile car, partout, les populismes montent sur fond de crise de la citoyenneté et de la démocratie. D'un côté, les gens ont le sentiment de ne plus pouvoir agir sur des enjeux qui, pour beaucoup, se sont mondialisés. D'un autre côté, l'hyper matérialisme a transformé chacun d'entre nous en une sorte d'homo-consummatus. Dans ce contexte de consommation généralisée, tout se passe comme si le rôle de l'élu consistait à s'occuper du collectif, un peu comme si une telle tâche pouvait être dévolue à un professionnel, ce qui tend à dédouaner le citoyen de sa part de responsabilité.



L'élu ne peut plus être surplombant : il doit associer les habitants pour s'appuyer sur leur expertise. Mais en retour, ceux-ci doivent comprendre que la politique consiste à faire des choix fondés sur l'intérêt général – et pas leurs intérêts particuliers.

Enfin, le rapport à la connaissance a changé : les gens arrivent aujourd'hui avec de plus en plus de connaissances, or le pouvoir est en grande partie basé sur l'accès au savoir, si bien que l'idée d'un élu surplombant n'est plus acceptable. Tous ces éléments combinés font qu'il n'est plus possible de gouverner sans associer les citoyens. Or ce constat est encore plus vrai

pour la transition, qui oblige à une réflexion transversale. La transition nécessite de mobiliser tous les acteurs ; et l'implication habitante devient d'autant plus centrale que ce sont les manières de vivre qui sont amenées à évoluer.

Qui plus est, les neurosciences nous apprennent que les individus ne changent réellement qu'à partir du moment où ils sont dans l'action, c'est-à-dire lorsqu'ils agissent concrètement. Il faut donc que la transition se traduise par une implication concrète, c'est-à-dire par un passage à l'acte.

MAIS COMMENT FAIRE ?

Tout d'abord, il faut se méfier d'une démocratie participative qui pourrait générer le sentiment que les citoyens sont là pour consommer de l'action publique. « La participation sans responsabilisation, c'est un piège à con ». Il y a un enjeu de reconnaissance mutuelle à assumer entre les décideurs et les citoyens. D'un côté, l'expertise d'usage, ça existe : il n'y a que l'habitant qui sait que toutes les nuits il y a un camion qui fait claquer une bouche d'égout qui réveille tout le quartier, il faut donc l'impliquer dans les projets à ce titre. Mais tout l'enjeu est de faire comprendre aux citoyens la difficulté de l'arbitrage lorsqu'il s'agit de faire émerger l'intérêt général : la politique ne sert pas à répondre aux besoins individuels de chacun, il s'agit bel et bien de faire émerger l'intérêt général.

Il faut également comprendre que la démocratie participative est un enjeu d'efficacité : impliquer les citoyens, cela aide à faire accepter les décisions.

Enfin, une personne qui a participé à un processus de décision s'est enrichie, elle a appris des choses, elle a augmenté son sentiment d'être acteur, de pouvoir agir, d'avoir une prise sur le cours des choses. La population devient plus agissante.

La dernière chose importante à retenir, c'est qu'il faut partir des besoins des habitants. Si on invite les habitants à parler du changement climatique, cela ne va pas mobiliser les foules. Il faut donc partir des besoins, et rétablir peu à peu la confiance avec les habitants. C'est un processus qui est long. C'est difficile. Il faut être cohérent et rendre compte de ce qui a été fait, donner à voir les résultats des décisions qui ont été co-construites. Enfin, il faut se saisir de toutes les opportunités : tout ce qui peut être co-construit doit l'être. Par exemple, la mairie de Loos-en-Gohelle a élaboré un partenariat qui s'appelle le fifty-fifty : les habitants prennent leur part, ils amènent leurs idées, leurs projets et, à partir du moment où cela sert l'intérêt général, la mairie s'engage avec eux à faciliter leur concrétisation. Il s'agit de partir des envies des habitants et de les accompagner, en se saisissant de toutes les opportunités pour mettre les gens dans une position d'action. Parce que, une fois de plus, le véritable changement passe par l'action.

POUR ALLER PLUS LOIN :

➤ Le site internet de la Ville de Loos-en-Gohelle, ville pilote du développement durable : loos-en-gohelle.fr et la page dédiée à l'implication habitante : loos-en-gohelle.fr/ressources/implication-habitante

➤ Caron J-F., Perdrigeat J., Mathon G., Raynaud A., 2020. *L'implication des citoyens. Retour d'expérience de la commune de Loos-en-Gohelle. Un référentiel pour faire le point et nourrir l'action.* Ville de Loos-en-Gohelle, ADEME.

➤ Replay des Plénières des Assises européennes de la transition énergétique 2022 à Genève, Palexpo

➤ Entretien avec Jean-François Caron, l'humain et le sociétal au cœur des transitions.

Les inspirations

GILLES MULHAUSER

| Directeur de l'Office cantonal de l'eau du Canton de Genève

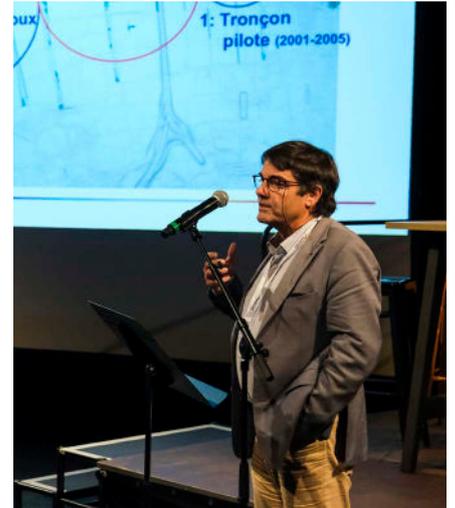
« Cette dynamique citoyenne participe à faire bouger les lignes »

L'Aire est un cours d'eau qui traverse plusieurs communes du Grand Genève, des deux côtés de la frontière. Le projet de renaturation de l'Aire a été accéléré suite à une inondation qui a montré la nécessité d'agir sur le débit de la rivière afin de sécuriser plusieurs villages riverains. Il s'agissait à l'origine d'un projet pilote, porté essentiellement par des techniciens, avec un argument économique et social évident puisqu'il s'agissait de protéger des populations et des activités humaines. Mais l'enjeu environnemental est apparu très rapidement, avec l'idée de réhabiliter les fonctions naturelles de la rivière. Ce contexte très complexe a nécessité un gros travail de la part des hydrologues, qui ont finalement proposé d'élargir et remodeler le lit de manière géométrique, un peu à la manière d'une plaquette de chocolat, afin de ralentir le flux d'eau tout en laissant la rivière choisir son propre cheminement (cf illustration ci-dessous).



Le projet de renaturation de l'Aire a montré l'importance d'associer les citoyens le plus en amont possible. Si elle est parfois source de contraintes, il faut savoir s'appuyer sur cette dynamique pour faire bouger les lignes.

Le projet a reçu le prix européen du paysage et est devenu une source d'inspiration pour d'autres, comme en témoignent les nombreuses visites qui sont aujourd'hui encore organisées pour faire découvrir le site. Le débat citoyen a été intégré au projet, ce qui a bien entendu allongé ses délais de réalisation. Il a fallu construire un narratif, puis trouver des relais d'information au sein des territoires concernés. Une charte de l'Aire a par exemple été



rédigée et discutée afin de fixer des orientations partagées, puis une information régulière du public a été organisée. Des canaux plus diffus, mais très importants, ont également fonctionné: par exemple, un agriculteur s'est approprié le projet et sa narration, pour s'en faire l'écho.

Malgré cette volonté d'être exemplaire et de donner la parole au plus grand nombre, notamment aux associations, plusieurs doléances ont été produites à l'encontre du projet. Cela signifie que ce travail de mobilisation des citoyens peut être toujours amélioré, notamment avec le milieu associatif, qui est de plus en plus informé et préparé face à ce genre d'aménagements. Ce que montre le projet de l'Aire, c'est qu'au lieu de considérer cette mobilisation comme une contrainte, il faut au contraire à l'avenir s'appuyer sur cette dynamique citoyenne car elle participe à faire bouger les lignes et peut devenir un véritable moteur de la transition.

POUR ALLER PLUS LOIN :

➔ Le site Internet du Canton de Genève, page dédiée à la renaturation des cours d'eau : [ge.ch/dossier/geneve-canton-eau/eau-dans-territoire/renaturation-cours-eau](https://www.ge.ch/dossier/geneve-canton-eau/eau-dans-territoire/renaturation-cours-eau)



La Ville de Saint-Julien-en-Genevois a créé un statut d'ambassadeur de l'Aire : ces citoyens jouent le rôle de relais d'information entre les élus, les techniciens et les habitants, autour du projet de réhabilitation de la rivière.

Fête de la rivi'aire - Ville de Saint-Julien-en-Genevois



©BNB photographie



©BNB photographie

ISABELLE ROSSAT-MIGNOD

4^e adjointe Transition Environnementale Citoyenne (TEC)
Ville de Saint-Julien-en-Genevois

AURÉLIEN PELTAN

Chef du service mutualisé de la transition écologique
Ville de saint-Julien-en-Genevois
et Communauté de communes du Genevois

ÉLISE GUILLET

Habitante de Saint-Julien-en-Genevois

« Il faut oser concerter, car cela permet de gérer les conflits d'intérêts »

L'Aire traverse la commune de Saint-Julien-en-Genevois. Elle a fait l'objet de plusieurs études hydrographiques et son projet de renaturation est devenu un axe à part entière de la politique de transition de la commune, avec pour objectif de rétablir la continuité écologique du cours d'eau et aménager les berges pour offrir un espace de détente à la population. Cet objectif partagé avec les acteurs du territoire et les partenaires institutionnels prévoyait un volet participatif, pour faciliter l'appropriation du projet par les habitants.

Pour la commune, la première étape a consisté à créer un élan autour du projet, avec plusieurs actions de sensibilisation de la population comme l'organisation d'un cinéma de plein air, l'animation de promenades de découverte de l'Aire ou encore l'installation de créations artistiques sur les bords de la rivière.

Cette première étape a été suivie d'un appel à volontaires afin de recruter des ambassadeurs de l'Aire, c'est-à-dire des citoyens formés et impliqués, capables de faire le lien entre les habitants et les différentes instances en charge du projet de renaturation.

Pour les ambassadeurs, comme Élise Guillet, cette montée en compétences a été essentielle : elle a joué un rôle de relais d'information auprès des habitants sur la ressource en eau auquel ils ont été formés par des professionnels, pour que les habitants comprennent les enjeux du Projet Cela s'est par exemple traduit par une implication des ambassadeurs dans les procédures administratives durant lesquelles beaucoup de décisions importantes sont prises – comme par exemple la rédaction du cahier des charges de l'étude de faisabilité du projet. La création de ces postes d'ambassadeur a donc permis de combler un manque en créant un relais entre les citoyens, les techniciens et les élus. La concertation va continuer à s'élargir avec l'avancée du projet. Le diagnostic sera prochainement présenté en réunion publique pour co-construire le projet avec les citoyens. Mais cette première étape a permis de se persuader que la concertation était un gage de réussite : il faut oser concerter, car cela permet de gérer les conflits d'intérêts.

POUR ALLER PLUS LOIN :

➔ st-julien-en-genevois.fr/services/transition-environnementale-citoyenne/renaturation-de-l-aire-et-amenagement-de-ses-abords-1227.html



GIOVANNA RONCONI

| Cheffe du Service du Territoire, Ville de Nyon

« L'urbaniste n'est pas un chef d'orchestre, mais quelqu'un qui crée du lien entre les acteurs »

Les changements de comportement sont essentiels pour réussir la transition, or la conception de la ville joue un rôle fondamental dans ces comportements. C'est en ayant en tête ces considérations que la Ville de Nyon, avec sa mandataire M^{me} Michelle Tranda, réactualise aujourd'hui sa vision territoriale autour de trois axes de travail : œuvrer pour la résilience, jouer la proximité et expérimenter (c'est-à-dire donner envie, en montrant par l'exemple ce qui peut être fait et changé).

Ces mots d'ordre sont apparus suite à différentes expériences d'aménagement menées au cours des dernières années sur des secteurs clés de la ville : la grande jetée sur les rives du lac, le quartier de la gare, un secteur de parking à Perdtemps situé en centre-ville et la place du château. Ces projets ont permis d'expérimenter le concept de laboratoire d'usage.

Le plus souvent, l'enjeu était de reconquérir des espaces publics qui avaient été délaissés ou banalisés, en mettant en place des outils parfois très simples comme des aires de jeu, des buvettes ou encore des espaces de végétalisation, qui permettent de redonner de la vie dans des espaces qui, jusque-là, étaient trop souvent délaissés par les habitants.

Dans tous les cas, pour réussir l'implication citoyenne il est apparu comme très important d'identifier les personnes clés pour amorcer la concertation avec les habitants. Il faut également documenter le processus, donner à voir l'évolution du lieu et prévoir des projets qui sont réversibles, rapides à mettre en œuvre, et qui ont un coût modeste.

Lorsqu'elle fonctionne, cette mobilisation citoyenne autour des projets a de nombreuses vertus : les acteurs deviennent partie prenante du projet et ils apprennent à vivre autrement. Dans le même temps, les techniciens et les décideurs apprennent aussi à travailler différemment, de manière plus transversale. Mais cela ne s'improvise pas, il faut parvenir à ouvrir la parole aux habitants, et donc à organiser de véritables « arènes de dialogue ». Cette méthode d'expérimentation urbaine sur des espaces publics se révèle un vrai outil pour la transition écologique permettant aux habitants d'apprendre par le faire.

Cette manière de travailler invite également à changer de regard sur le rôle de l'urbaniste : celui-ci ne doit pas être un chef d'orchestre, mais plutôt quelqu'un qui crée du lien entre les acteurs. Il faut imaginer la ville comme si elle était plongée dans le noir : l'urbaniste arrive dans un quartier pour apporter les outils, les câbles, les éléments de mise en scène et, les habitants fédèrent des actions sur ce lieu et l'illuminent... ensuite, l'urbaniste s'en va porter son expertise dans une autre partie de la ville, mais attention ceux qui appuient sur l'interrupteur, ce sont les élus.

Pour ses projets d'urbanisme, la Ville de Nyon a développé une approche de la concertation fondée sur l'idée de « laboratoire d'usage ».

Quelques principes simples permettent ainsi d'impliquer directement les habitants dans l'élaboration des projets.

POUR ALLER PLUS LOIN :

➔ nyon.ch/participer/demarches-participatives/laboratoires-d-usage

Table ronde et questions du public



La table ronde a été l'occasion de partager les expériences et les réflexions autour de la question de la concertation dans un contexte de transition. Il est notamment apparu que :



LA CONCERTATION A DE NOMBREUX AVANTAGES...

► La concertation enrichit les projets

➤ Les citoyens circulent, ils savent des choses qu'en tant qu'élus nous ignorons parfois, il y a donc une forme d'expertise citoyenne qu'il faut parvenir à mobiliser.

OLGA GIVERNET

► La concertation permet (souvent) d'éviter les conflits

➤ L'admissibilité des actions peut augmenter grâce aux procédures de participation citoyenne, ce qui est

important. Mais attention, la participation ne garantit pas pour autant l'acceptabilité d'un projet.

CÉLINE ZUBER-ROY

► La concertation est l'occasion de faire comprendre les processus de décision

➤ Il ne peut pas y avoir de participation sans responsabilisation. Mais comment fait-on pour responsabiliser les citoyens afin de les mettre en situation de responsabilité ? **UNE PERSONNE DU PUBLIC**

➤ Dans une concertation, chacun doit garder son rôle et assumer ses responsabilités. **OLWINE ROGG**

➤ La participation doit aussi servir à faire comprendre que les décisions sont difficiles à prendre et qu'il s'agit bien souvent d'arbitrages. **OLGA GIVERNET**

Avec :

SÉVERINE EVEQUOZ,

| Présidente du Grand Conseil
du Canton de Vaud

VIRGINIE DUBY-MULLER,

| Députée de la Haute-Savoie

GABRIEL DOUBLET,

| Membre du Bureau du Pôle métropolitain
du Genevois Français

OLIVIER DUFOUR,

| Président du Forum d'Agglomération
du Grand Genève

OLGA GIVERNET,

| Députée de l'Ain

CÉLINE ZUBER-ROY,

| Première vice-présidente
du Grand Conseil du Canton de Genève

OLWINE ROGG,

| Urbaniste
et praticienne de la participation

Animation :

TOM VAL (Res publica)



...MAIS LA CONCERTATION EST AUSSI DIFFICILE À ORGANISER

► La mobilisation des habitants est compliquée sur notre territoire

➤ Notre territoire est très dynamique et attractif, mais les motivations des nouveaux habitants sont essentiellement économiques et professionnelles: l'identification au territoire et l'implication politiques sont faibles. (...) Il y a donc un gros défi de réconciliation avec la politique à relever. **GABRIEL DOUBLET**

➤ Sur ce territoire, les habitants ne sont pas systématiquement les citoyens, il faut donc parvenir à les mobiliser par des voies différentes. **OLIVIER DUFOUR**

► La structure administrative et la culture politique ne sont pas toujours favorables

➤ Du côté Français, la dimension très centralisée des institutions n'est-elle pas un handicap à la concertation ?

UNE PERSONNE DANS LE PUBLIC

➤ Il n'y a pas de votations du côté français, la souveraineté populaire est cédée aux représentants, ce qui est d'ailleurs aujourd'hui un élément de défiance.

VIRGINIE DUBY-MULLER

➤ Même en Suisse, les communes n'ont pas les mêmes ressources, ce qui peut créer des inégalités dans leur capacité à organiser la concertation. **SÉVERINE EVÉQUOZ**

➤ En France, un dispositif de référendum d'initiative partagée est prévu par la loi, mais il s'avère compliqué à mettre en œuvre. **VIRGINIE DUBY-MULLER**

► Certains élus n'ont pas envie ou n'osent pas concerter

➤ Un autre enjeu majeur est de faire partager l'idée, les outils et la culture de la participation auprès des élus, car ils ne sont pas tous convaincus. **SÉVERINE EVÉQUOZ**

► La concertation nécessite de la cohérence et de l'exemplarité de la part des acteurs publics

➤ Il faut être exemplaire si on veut que les citoyens adhèrent, en évitant de mener des politiques contradictoires. **UNE PERSONNE DANS LE PUBLIC**

➤ Les incohérences parviennent parfois d'intérêts contradictoires entre nos territoires, qu'il faut parvenir à dépasser. **GABRIEL DOUBLET**



IL FAUT DONC DE LA MÉTHODE ET DE L'ACCOMPAGNEMENT

► Il faut partir des besoins, aller chercher les gens

➤ Tout le monde ne participe pas aux concertations proposées, ce sont toujours les mêmes qui sont présents. Il faut donc aller chercher les gens. Et l'action est un moyen de toucher d'autres publics: dans la rue, les écoles, etc. **OLOWINE ROGG**

➤ Il faut parvenir à ouvrir les Ateliers Citoyens à un public plus large que les seules personnes déjà engagées, il faut les faire mieux connaître. **OLIVIER DUFOUR**

➤ Il est important de diversifier davantage les formats de concertation, pour arriver à toucher le plus largement possible les citoyens et aller chercher la parole de ceux qui restent dans l'ombre. **OLGA GIVERNET**

► Il ne faut pas hésiter à se former ou à se faire accompagner

➤ Il existe des organismes qui sont rompus à la médiation. Ils peuvent accompagner les élus dans les démarches de concertation, sans prendre parti.

UNE PERSONNE DANS LE PUBLIC

➤ Pour que la transition serve d'opportunité à cette mobilisation, le Genevois français a par exemple décidé de commencer par réaliser une formation de tous les élus aux enjeux climatiques. **GABRIEL DOUBLET**

► Il faut se donner du temps

➤ Pour être efficace, la participation doit s'inscrire dans la durée. Il faut donc s'y prendre en amont, en planifiant des événements de concertation plus ou moins intenses, mais qui entretiennent un continuum. Il faut aussi que des restitutions soient systématiquement réalisées pour expliquer les décisions et rendre compte du travail qui a été fait. **OLOWINE ROGG**

Synthèse des Assises



JEAN-FRANÇOIS CARON

Fondateur de la fabrique des transitions
et maire de la Ville de Loos-en-Gohelle

« On peut être élu et réélu sur un projet de transition, à condition de faire rêver et, en même temps, d'avancer concrètement sur le terrain, avec les citoyens »

Jean-François Caron a conclu les Assises en faisant part des réflexions qui lui sont venues au cours de l'évènement.

Une première bonne nouvelle issue de ces Assises, c'est qu'il n'y a plus de débat sur la nécessité d'opérer une transition. Aujourd'hui, tout le monde a compris que la transition était incontournable. Du chemin a donc été fait. La vraie question, à présent, est de savoir « comment on fait ».

En préambule, méfions-nous des solutions « magiques » que semblent nous promettre certaines technologies. Nous savons qu'il va falloir renoncer à certaines choses parce qu'elles ne sont pas compatibles avec la transition. Mais il y a des attachements qui persistent, c'est normal. Il faut donc accompagner ces changements, en ayant en tête qu'ils sont sans doute davantage psychosociologiques que technologiques.



Pour mobiliser, deux leviers sont [...] fondamentaux : l'identité (le sentiment d'appartenir à une communauté) et l'énergie. Et cette énergie doit s'appuyer sur le désir, plutôt que la peur.

Partant de là, comment fait-on ? Il y a au moins deux leviers fondamentaux à prendre en compte :

➤ D'abord, l'entrée par le territoire est majeure. On sait que le « global », c'est trop compliqué. Il faut donc s'appuyer sur le local, sur l'identité. Ce serait une erreur de laisser le sujet de l'identité aux identitaires : il faut se servir de l'identité, de l'attachement qu'on peut avoir à un territoire, pour s'ouvrir aux autres. Il faut s'appuyer sur cette identité pour mobiliser, car la qualité des collectifs est un élément majeur pour réussir la mobilisation.

➤ Ensuite, il faut trouver l'énergie nécessaire pour mobiliser. Or il y a deux sources d'énergie majeures : la peur ou le désir. On sait que la peur n'est pas constructive, c'est le désir qui l'est. Le désir amoureux en est un exemple : on doit être prêt à faire le tour du monde pour quelqu'un qu'on aime. « Stop aux agendas 21, ça tue l'amour...! »

Il faut également identifier les difficultés qui nous attendent, car elles peuvent être nombreuses.

Par exemple, sur le territoire du Grand Genève, les habitants qui s'installent ne s'inscrivent pas toujours dans la durée. Il faut pourtant parvenir à créer un récit collectif pour les habitants, car c'est un facteur très important de la mobilisation.

Une autre difficulté qui a été citée à plusieurs reprises touche à l'articulation entre le temps long et le temps court. Le risque est bien entendu de faire face à l'urgence en passant en force, ce qui peut s'avérer antidémocratique. Pour concilier les

deux, Jean-François Caron évoque le « théorème de l'étoile et des cailloux blancs. » Évidemment, il faut réhabiliter le rêve en politique, c'est-à-dire imaginer des lendemains meilleurs : ce sont les étoiles dans le

territoire. Mais pour atteindre ces étoiles, il faut du temps. Ce long chemin vers les étoiles doit être marqué d'une multitude d'étapes, qui sont autant de cailloux blancs qui mènent vers les étoiles. À court terme, il faut donc atteindre ces cailloux, s'en satisfaire, tout en sachant qu'ils sont autant de balises sur le chemin qui mène aux étoiles.



Une difficulté majeure consiste à articuler le court terme et le long terme, mais aussi les petits gestes du quotidien et les grands changements systémiques. Il faut sans cesse parvenir à réconcilier les deux et montrer leur cohérence.

Dans le même genre d'idée, il faut également parvenir à articuler les petits gestes du quotidien et les grands mouvements de société qui peuvent avoir des effets systémiques. Couper l'eau en se lavant les dents, c'est un premier pas, mais cela ne règle évidemment pas tout: il faut aussi gérer le problème global et opérer des changements systémiques.

Un autre mot d'ordre incontournable, c'est l'implication. « Impliquer, impliquer, impliquer! » Il faut s'appuyer sur les projets existants pour avancer, et ne pas oublier de valoriser ce qui a été fait par les pionniers, parfois dans la marge.

Il faut aussi ne pas oublier la joie: « Du lien plutôt que des biens ». Le lien, c'est le cœur de la résilience.

En conclusion, il est important de retenir cette chose essentielle: s'engager dans la transition n'est pas impopulaire. On peut être élu et réélu sur un projet de transition ambitieux, à condition de faire rêver et, en même temps, d'avancer concrètement sur le terrain, avec les citoyens.

Ressources complémentaires

POUR MIEUX APPRÉHENDER LE FONCTIONNEMENT DU GRAND GENÈVE, son rôle, ses missions ainsi que ceux de ses partenaires en matière de planification territoriale, d'aménagement, de mobilité ou encore d'environnement
grand-geneve.org/webinaires

POUR S'OUTILLER avec l'espace de concertation 3DD
3ddge.ch/html/ressources

POUR S'INSPIRER
 ➤ Le Budget participatif: l'exemple de la Ville de Thonon
ville-thonon.fr/470-budget-participatif.htm
 ➤ Le Forum citoyen: l'exemple du Canton de Genève
forumcitoyen.ch
 ➤ Une plateforme de participation citoyenne adossée à un budget participatif: le cas de Lausanne
participer.lausanne.ch

POUR S'INFORMER avec le réseau GE-EN-VIE, destiné à soutenir la connaissance et la communication sur l'environnement afin d'améliorer la qualité de vie dans la région
ge-en-vie.ch

POUR DÉCOUVRIR LES ALTERNATIVES LOCALES SUR LE TERRITOIRE
grand-geneve-en-transition.org/alternatives-locales

La participation, une question de degrés ?

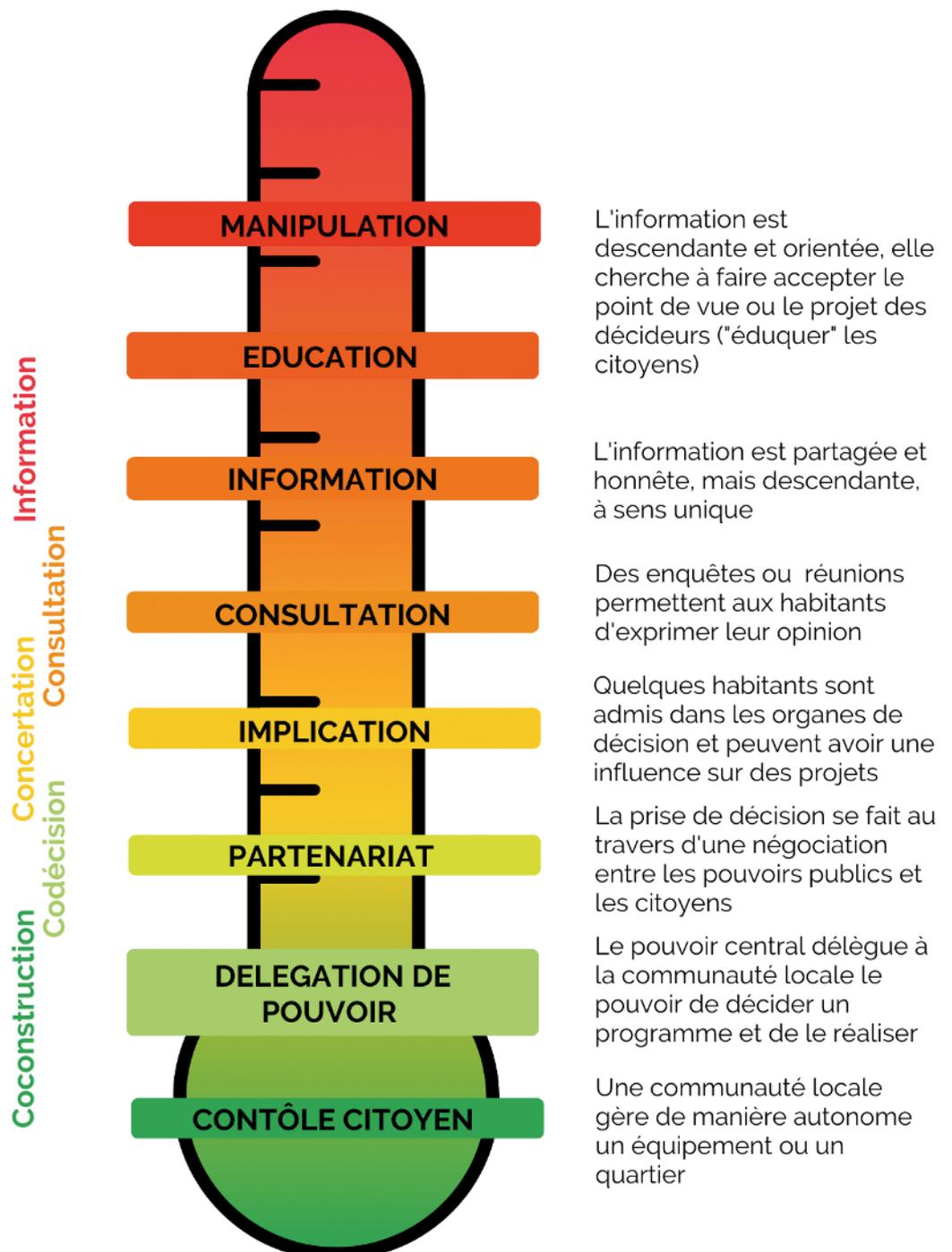
Inspiré de l'échelle de la Participation de Sherry Arnstein, 1969*

*Sherry Arnstein, 1969. « A ladder of citizen participation », Journal of the American Institute of Planners, vol. 35, n°4, 1969, p. 216-224

Qu'entend-on exactement par participation citoyenne ?

De la simple information (voire de la manipulation) jusqu'à l'association complète des citoyens dans la conception et la planification des projets, le spectre de la participation citoyenne est large.

La sociologue Sherry Arnstein a proposé une échelle de la participation qui permet de distinguer ces différents degrés d'engagement.



ASSISES TRANSFRONTALIÈRES DES ÉLUS DU GRAND GENÈVE - 17 NOVEMBRE 2022

Une fois par an, les Assises transfrontalières des élus réunissent les parlementaires genevois, vaudois, français ainsi que les élus locaux du territoire. Coprésidées par les présidents des Grands Conseils genevois et vaudois et le président du Pôle métropolitain du Genevois français elles traitent de problématiques de développement territoriales transfrontalières propres au territoire du Grand Genève.

INTERVENANTS : Véronique LECAUCHOIS, Christian DUPESSEY, Céline ZUBER-ROY, Séverine EVEQUOZ, Camille GILLOOTS, Antonio HODGERS, Jean-François CARON, Gilles MULHAUSER, Isabelle ROSSAT-MIGNOD, Aurélien PELTAN, Élise GUILLET, Giovanna RONCONI, Olowine ROGG, Olivier DUFOUR, Virginie DUBY-MULLER, Olga GIVERNET, Gabriel DOUBLET

ANIMATION par Res publica et urbaplani

© Grand Genève - Mars 2023

Toute désignation de personnes, de statut, de fonction ou de profession utilisée dans le présent document s'applique indifféremment aux femmes et aux hommes.

ÉDITION ET COORDINATION :
Pôle métropolitain du Genevois français,
service communication
RÉDACTION : Aurélien Boutaud
CONCEPTION ET RÉALISATION : BeVerb
CRÉDITS PHOTOS : Gilles Bertrand

